

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--



C.C.T.P

LOT 2 : PRESTATIONS DE GARDIENNAGE, SECURITE INCENDIE ET DE TELESURVEILLANCE SUR LES SITES DU CENTRE HOSPITALIER DE LAVAUUR

CORRESPONDANT ACHAT	Cécile TURROC
CORRESPONDANTS TECHNIQUES	Gilles LARRIEU

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

Table des matières

1. GENERALITES.....	1
1.1- PRESENTATION DU MARCHE	1
1.2- COMPOSITION DU MARCHE	1
1.3- DONNEES REGLEMENTAIRES ET OBLIGATIONS LEGALES	1
2. PERIMETRE D'INTERVENTION.....	3
Alarme intrusion	3
Accès	3
3. ÉTENDUE ET OBJECTIFS GENERAUX DES PRESTATIONS	5
4. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	6
4.1- DISPOSITIONS GENERALES	6
4.2- DISPOSITIONS SPECIALES AUX PRESTATIONS DE SECURITE	8
4.3- PROFIL DES AGENTS	8
4.4- FORMATION DES AGENTS	10
4.5- MOYENS ET MATERIELS	12
4.6- PERMANENCE ET CONTINUITE DU SERVICE	14
4.7- Turnover	14
4.8- ENCADREMENT ET CONTROLE	15
4.9- Respect du matériel et des moyens mis à la disposition du prestataire pour l'exécution de sa mission	15
5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	15
5.1- Télésurveillance intrusion des bâtiments des sites du CH Lavour – alarmes intrusions	16
5.2- Interventions ponctuelles.....	16

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

1. Généralités

La sécurité d'une partie des sites du Centre Hospitalier de Lavaur est actuellement assurée par la télésurveillance des alarmes anti-intrusion pris en charge par un prestataire extérieur.

L'établissement dispose de 3 techniciens d'astreinte formés SSIAP1 et d'un agent SSIAP2.

Il n'existe pas de PC de sécurité au CH Lavaur.

1.1- Présentation du marché

La prestation est confiée à une entreprise privée de sécurité, qui assure les missions suivantes : protection des personnes et des biens, et en particulier, la prévention des actes de violence et de malveillance, ainsi que la surveillance des différents espaces internes aux sites.

D'une manière générale, il s'agit d'un marché fondé sur la notion d'objectifs à atteindre impérativement par l'opérateur et basé sur une organisation minimale concourant à ces résultats en deçà de laquelle le pouvoir adjudicateur n'acceptera pas de descendre.

En cas de nécessité, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier les prestations.

Le présent C.C.T.P. a pour objet de définir les conditions générales et techniques des missions que l'opérateur économique devra respecter en tout point.

1.2- Composition du marché

Le marché sera composé d'un lot unique de forme mixte, avec une partie ordinaire et une partie à bons de commandes

Poste 1 : Partie ordinaire à prix forfaitaires :

- Télésurveillance 24h/24 et 7j/7 des alarmes anti intrusion de l'établissement

Poste 2 : Partie à bons de commande à prix unitaires

- Les interventions de levée de doute en cas de déclenchement d'une alarme anti-intrusion
- Les prestations de surveillance et de gardiennage (rondes filtrages, soutien...) en cas de mise en danger de personnes (violence, incivilité)
- Les prestations de gardiennage et/ou filtrage en cas de situations particulières (COVID, Vigipirate, plan blanc...)
- Les interventions ponctuelles en cas de dégradations sur les structures extérieures et/ou sur le site principal
- Les prestations de gardiennage et/ou de sécurité de sites et de bâtiments, lors d'événements spécifiques ou ponctuels sur l'ensemble des sites de l'établissement

Ces interventions pourront être programmées à l'avance ou demandées en urgence

1.3- Données réglementaires et obligations légales

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du prestataire, qui doit se conformer :

- a) aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise, et notamment à ceux qui ont trait à l'hygiène et à la sécurité du personnel, ainsi qu'au plan de prévention pour les travaux effectués par une entreprise extérieure (Décret n°92-158 du 20 février 1992) ;

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

- b) à la loi 86.1025 du 9 septembre 1986 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (JO du 12 septembre 1986) et aux textes parus ou à paraître relatifs au même objet ;
- c) *Loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés*
- d) code de la sécurité intérieure, livre VI : « Activités privées de sécurité » ;
- e) à l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre l'incendie pour les établissements recevant du public ;
- f) à la Convention Collective Nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 et à ses arrêtés d'extension parus ou à paraître ainsi qu'à l'arrêté du 12 décembre 2001 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité et satisfaire à la convention collective des entreprises de prévention et de sécurité régissant la profession du 01 août 1985 et notamment à l'accord du 01 décembre 2006 relatif aux qualifications professionnelles des métiers de la prévention sécurité (métiers repères) ;
- g) à la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;
- h) à l'arrêté du 2 mai 2005 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;
- i) arrêté du 30 décembre 2010 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant l'arrêté du 22 décembre 2008, modifiant d'Arrêté du 02 mai 2005 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;
- j) protocole d'accord du 12 août 2005 entre le Ministre d'Etat, de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et le Ministre de la Santé et des Solidarités, visant à améliorer la sécurité des établissements hospitaliers, publics et privés ;
- k) norme NF X 50-777, relative aux services de surveillance par agents en poste, par agents itinérants et d'interventions sur alarme. Les notices techniques et d'entretien des équipements fournis ; Les règles APSAD ; La loi d'orientation et de programmation en matière de sécurité du 21 janvier 1995 ;
- l) arrêté du 29 novembre 2012 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité ;
- m) circulaire du 12 août 2015 INTK1517236J, concernant l'« exercice des activités de sécurité privée et de sécurité incendie par des agents doublement qualifiés. »
- n) arrêté du 1er juillet 2016 relatif à la certification des organismes de formation aux activités privées de sécurité et aux activités de recherches privées...

Le prestataire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes ou de toute nouvelle évolution et d'une manière générale de tous textes, lois, décrets, arrêtés et réglementation pour l'exécution du présent marché.

Ces textes énoncés ne constituent pas une liste limitative et tous les règlements, normes, législations en vigueur devront être respectés. Si au cours du marché de nouveaux textes entrent en vigueur, l'opérateur économique établira un devis technique détaillé et chiffré, le cas échéant, le pouvoir adjudicateur établira un avenant au marché de façon à respecter la réglementation et à se conformer aux dernières dispositions.

Quelles que soient ses particularités propres et quels que soient les types de prestations notamment précisées dans le CCTP (contrôle, gardiennage ou surveillance en poste fixe ou par rondes, protection ou intervention), le présent contrat doit s'analyser prioritairement comme une fourniture de prestations visant à assurer la sécurité.

Tout non-respect des dispositions de cette convention pourra constituer un motif d'application des dispositions en termes de pénalités et de résiliation du présent marché conformément au CCAP.

L'opérateur économique doit fournir ses qualifications et/ou certifications ainsi que les autorisations d'exercer du CNAPS, de l'agence concernée, du siège social de l'opérateur économique et les agréments du CNAPS de la ou des personnes responsables (dirigeants, gérants, associés...) en cours de validité.

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

2. Périmètre d'intervention

Le Centre Hospitalier de Lavaur est implanté sur plusieurs sites à travers le Département du Tarn,

HOPITAL GUIRAUD	1 PLACE VIALAS	81500 LAVAUUR
CENTRE PINEL	Route de Toulouse	81500 LAVAUUR
EHPAD	Avenue Malroux	81500 LAVAUUR
USLD Unité de soins de longue durée	Route de Toulouse	81500 LAVAUUR
Hôpital de jour Bel Air	Route de Bel Air	81500 LAVAUUR
SSIAD (soins à domicile)	Zac Cauquillous	81500 LAVAUUR
CMP ADO	64 avenue Charles de Gaulle	81500 LAVAUUR
CENTRE POST CURE DE FIAC	Sainte Anne	81500 FIAC
FERME THERAPEUTIQUE	En Berbié	31 VERFEIL
Hôpital de Jour	Fbg de Planquette	81370 St SULPICE
CMP Pédopsychiatrie	Rue Rouzet	81300 GRAULHET
HDJ/CMP Les Lices	109 Chemin du Corporal	81000 CASTRES
Hôpital de Jour Les Iris	109 chemin du Corporal	81100 CASTRES
UPC Unité Psychiatrique de Castres	VC 30	81100 CASTRES

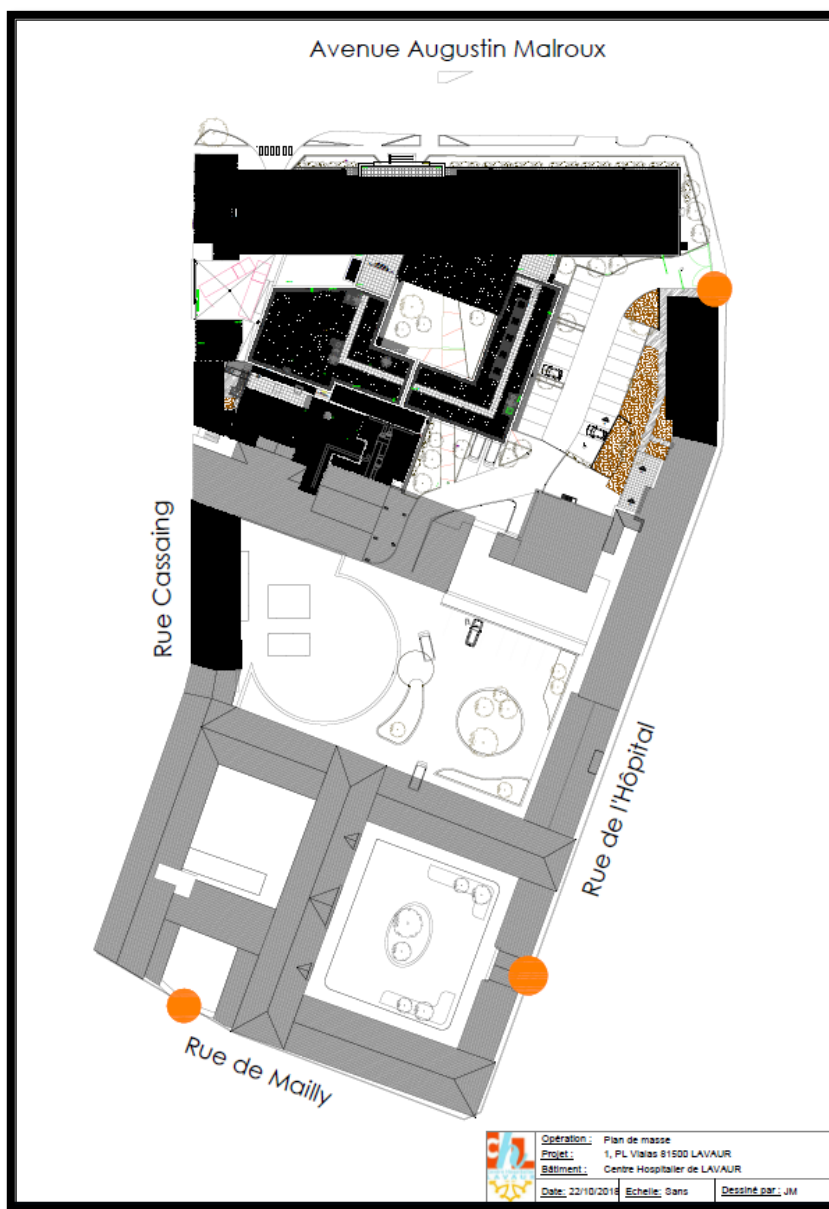
Alarme intrusion présentes sur 12 sites :

- SSIAD : Zone des Cauquillous 81500 LAVAUUR
- Pharmacie – Magasin – Médecine du Travail : site de PINEL 81500 LAVAUUR
- Salle endoscopie – Local RG – service informatique – Services Techniques : site de GUIRAUD 81500 LAVAUUR
- CMP Les Lices : chemin du Corporal - 81100 CASTRES
- Chantier EHPAD (entrée Centre Pinel) – Route de Toulouse – 81500 LAVAUUR
- Ferme thérapeutique du Ramel : Le Ramel – 31 VERFEIL
- Centre Post Cure de Fiac : Sainte Anne – 81500 FIAC

Accès : Points identifiés sur les plans ci-dessous :

⇒ **Guiraud :**

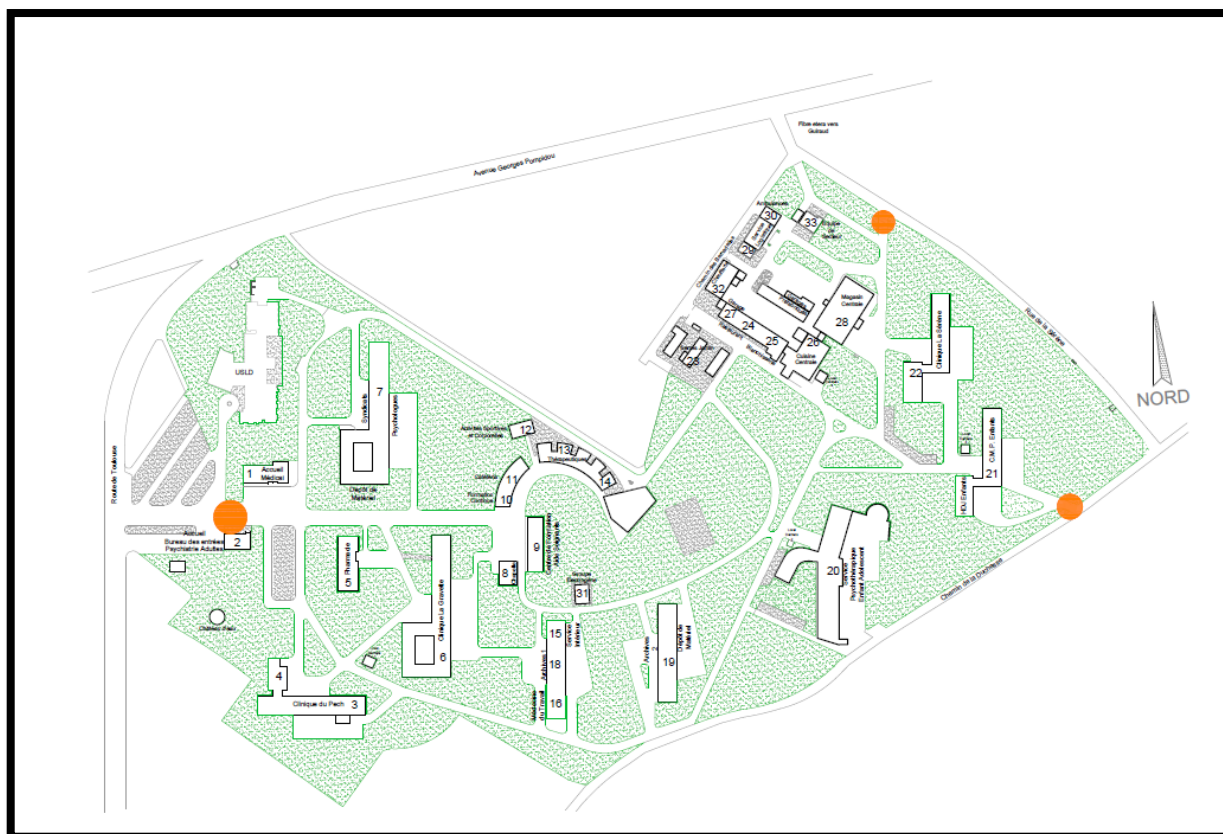
- Activités de soins : MCO SSR
- Services support et administratifs



Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

⇒ **Centre Pinel :**

- Activités de soins longues durées et de psychiatrie : enfants, adolescents et adultes
- Services logistiques : garage, magasin, cuisine, blanchisserie
- Pharmacie PUI
- Services support : Formations, Médecine du travail



3. Étendue et objectifs généraux des prestations

Le prestataire accepte de réaliser la prestation dans les conditions et selon les obligations figurant au présent CCTP.

Les prestations qui peuvent être en autres assurées au titre du présent marché sont les suivantes :

- Intervention suite à problème concernant la sécurité des biens et personnes,
- Surveillance, exploitation sur les systèmes anti-intrusion de l'hôpital et intervention en cas de déclenchement de ces dernières suite à l'appel de la télésurveillance par un agent de sécurité mobile ou la sécurité des biens et personnes, délai de 30 minutes maximum pour les sites de Lavalur et d'une heure pour les sites de Castres
- Faire respecter les mesures restrictives du plan Vigipirate,
- Répondre à la demande d'assistance des services hospitaliers dans le cadre : de situation de violence sur les personnes pouvant entraîner l'aide à la contention, recherche et protection de patients désorientés ou déambulant, aide physique au personnel soignant par exemple lors de chute de patient (aide ponctuelle),
- Répondre à la demande d'assistance à une personne en danger (agent, patient, usager)

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

- Surveillance ponctuelle de locaux ou de site à la demande du CH Lavour
- A la demande du CH Lavour réalisation des rondes définies et rédaction d'un rapport des anomalies constatées, (par un agent de sécurité mobile si pas de gardiennage)
- Toutes prestations concernant les sujets sur la sûreté-malveillance,

Il appartient au titulaire de compléter les missions minimales ainsi définies en renforçant le dispositif "prestations".

Les objectifs à atteindre en termes de résultat consistent à instaurer, maintenir constant voire consolider un niveau de qualité de sécurité permettant :

- D'assurer des missions de prévention et d'intervention contre les actes de violence perpétrés contre les personnels, les patients, les visiteurs et les biens ;
- De prévenir et lutter contre les vols ;
- De prévenir, limiter et lutter contre les risques sûreté-malveillance ;
- De garantir la connaissance, l'application et l'exécution des règlements, consignes et procédures de sécurité en vigueur.
- De garantir l'application des règlements et consignes de sécurité en vigueur ;
- De répondre à la demande d'assistance des services hospitaliers ;
- De surveiller le stationnement intempestif sur les différents parkings et de guider les visiteurs et gérer les flux.

La conduite de ces objectifs devra se faire de façon coordonnée entre le prestataire et le CH LAVAUUR

4. Obligations du prestataire

4.1- Dispositions générales

S'agissant de protéger un établissement dit « répertorié », comportant de ce fait des installations « sensibles », il importe que les personnels affectés aux tâches de sécurité soient de véritables professionnels de la prévention des actes de violence et de malveillance, de la prévention contre l'incendie et du secours à victime. Il convient qu'ils soient conscients de leurs missions, de leurs responsabilités et qu'ils reçoivent à ces titres une formation régulière, spécifique et sérieuse.

Conformément à l'obligation de résultat, le prestataire doit organiser son fonctionnement en conséquence.

Le prestataire ne peut confier l'exécution d'une prestation quelconque à du personnel qui ne serait pas porteur de la tenue de sa société et auquel il n'aurait pas délivré la carte professionnelle prévue à l'article L612-20 du code de la sécurité intérieure. La tenue des agents de sécurité incendie doit respecter les prescriptions édictées par les articles L613-4 R613-1 du code de la sécurité intérieure.

Les recrutements doivent être conformes à la loi du 12 juillet 1983, à ses décrets d'application, ainsi qu'à leurs évolutions futures.

Pour pérenniser le personnel affecté à la prestation, il convient que le prestataire respecte les 3 points suivants :

> Relatif au contrat de qualification :

Interdiction est faite à l'opérateur économique d'avoir recours, quoiqu'il arrive, au contrat de qualification pour recruter du personnel en vue de l'affecter, à titre permanent ou temporaire (pourvoir aux remplacements d'agents, ...), sur le site dans le cadre de la présente prestation.

> Il ne peut faire exécuter une prestation par du personnel en sous-traitance, salarié ou travailleur indépendant, que s'il a obtenu au préalable l'accord du pouvoir adjudicateur.

Les prestations objets du présent marché public doivent être exécutées par une ou plusieurs personnes physiques nommément désignées dans l'offre technique du Titulaire. Le cas échéant, le Titulaire respecte la composition de l'équipe telle que proposée dans son offre.

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

Une personne chargée de l'exécution des prestations qui ne serait plus en mesure d'accomplir sa tâche, peut être remplacée à l'initiative du Titulaire, sous réserve :

- d'assurer la continuité de l'exécution des prestations ;
- d'informer le Pouvoir Adjudicateur de ce changement, et de lui présenter le remplaçant, quinze (15) jours au moins avant la cessation des fonctions de la personne concernée ;
- que le remplaçant soit de compétences au moins équivalentes à celles de la personne remplacée.

Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par le Pouvoir Adjudicateur, si celui-ci ne le refuse pas avant la date de prise de fonction du remplaçant. Si le Pouvoir Adjudicateur refuse le remplaçant, le Titulaire dispose de quinze (15) jours pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par le Pouvoir Adjudicateur est motivée.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve également le droit de demander le remplacement d'une personne chargée de l'exécution ou de la conduite des prestations, au cours de son intervention, si celle-ci ne remplit pas correctement les engagements contractés par le Titulaire vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur.

Le prestataire doit faire effectuer par ses contrôleurs des visites pour s'assurer que les employés affectés sur le site :

- Ont une tenue réglementaire en état et conforme aux besoins exprimés par l'hôpital concerné ; celle-ci en particulier doit être adaptée aux conditions climatiques (tenue chaude et imperméable pour les rondes extérieures). A la notification du marché, le besoin spécifique sera acté entre le prestataire et le pouvoir adjudicateur ;
- Sont à leur poste de travail aux horaires prévus, en état de vigilance, et sans aucune espèce d'arme, même défensive ;
- N'ont pas introduit dans leur poste de travail des boissons alcoolisées ou des substances interdites ou dangereuses ;
- Ont bien perçu les contours de leurs missions
- Adopte une attitude conforme (pas d'utilisation de téléphone autre que pour des raisons en lien avec leur mission, respect des règles de la laïcité.....)
- Appliquent les règlements en vigueur dans l'établissement concerné.

Le prestataire doit prendre toute mesure utile pour que ses employés respectent la déontologie hospitalière, observent l'obligation du secret professionnel et effectuent leur travail sans causer aucune gêne au fonctionnement du service public. Ils doivent comprendre, parler, écrire et lire couramment le français. Ils doivent être en excellente condition physique, avoir un caractère pondéré et être capable de faire preuve de discernement entre les diverses catégories de personnes fréquentant le site. Ils doivent pouvoir démontrer discrétion, politesse, patience et sang-froid, plus spécialement vis-à-vis des malades ou consultants. Ils doivent aussi savoir se servir des matériels fournis par le prestataire et par le pouvoir adjudicateur, de plus, ils doivent assister aux formations ou exercices concernant la sécurité du site.

La mission s'exercera à l'intérieur du site du centre hospitalier et sur les voies publiques permettant de se déplacer d'un bâtiment à l'autre dans lesquels le Directeur de site, « responsable du bon ordre et de la discipline », est également chargé du bon fonctionnement du service public.

Le prestataire doit fournir et affecter un personnel formé dont les qualifications correspondent aux différentes missions qui lui seront imparties ainsi qu'à l'utilisation des matériels (systèmes et moyens) affectés à la réalisation de la prestation sécurité.

Les personnels affectés devront être confirmés, compétents, stables, doté d'une bonne connaissance des lieux et préalablement formés avant d'être affectés sur le site selon un plan de formation défini conjointement avec le prestataire et validé par les représentants du pouvoir adjudicateur, pour assurer une qualité de prestation constante.

Le prestataire s'engage également à vérifier et à évaluer régulièrement le professionnalisme (compétences théoriques et pratiques) des agents affectés sur le site.

Le prestataire s'engage à ne pas affecter d'ancien agent du pouvoir adjudicateur licencié par celui-ci.

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

Le prestataire devra fournir, le plan de formation annuel qu'il établit pour ses agents, démontrant sa capacité à former son personnel grâce à des filières reconnues et évaluées et conforme aux exigences du pouvoir adjudicateur.

Le personnel employé devra être fiabilisé et pérennisé.

Le prestataire s'engage également à s'adapter aux modifications susceptibles d'améliorer la qualité de la prestation sécurité dans son ensemble.

Il doit ainsi être capable d'adaptation à de nouvelles orientations fixées par le pouvoir adjudicateur, orientations qui sont à l'initiative de ce dernier, ou impulsées par la société prestataire après validation du pouvoir adjudicateur.

Il doit réaliser une prestation globale et assumer la responsabilité de la qualité, le respect scrupuleux de toutes les consignes et procédures à appliquer ainsi que des points de contrôle à effectuer.

Le prestataire s'engage à ne pas communiquer en France comme à l'étranger, y compris après résiliation dudit contrat, sous quelque forme que ce soit, les renseignements qu'il aurait pu recueillir pendant l'exécution de sa prestation. Le prestataire est donc tenu à la plus entière discrétion.

4.2- Dispositions spéciales aux prestations de sécurité

Le prestataire ne peut pas confier l'exécution d'une prestation participant à l'équipe de sécurité à du personnel qui ne posséderait pas les qualifications et qui n'est pas formé sur le site.

Les personnels du service de sécurité des établissements recevant du public doivent justifier d'une aptitude physique satisfaisant aux conditions fixées de l'arrêté du 30 décembre 2010 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur et en attester par un certificat médical datant de moins de trois mois.

Une attestation de prise en charge du matériel ainsi que des clés ou autres moyens d'accès sera signée conjointement par le prestataire et le pouvoir adjudicateur. Cette attestation fera apparaître les caractéristiques du matériel, le nombre et les références des clés.

Les agents auront des clés et l'accès à l'ensemble des bâtiments. Le prestataire devra prendre soins de l'ensemble des matériels mis à sa disposition et des clés et autres moyens d'accès qui lui seront confiés. En cas de perte, de dégradation ou de vol... il devra en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur afin de prendre les mesures nécessaires.

Le pouvoir adjudicateur met gracieusement à la disposition des agents prestataires des locaux de détente pour les prises de repas et pauses.

Il est demandé au prestataire d'intégrer dans leur police d'assurances toutes dégradations, pertes ou vols en particulier des clés à hauteur de la valeur de remplacement de l'ensemble des serrures des bâtiments concernés.

La carte professionnelle à jour concernant chaque agent (et chien le cas échéant) travaillant dans le cadre du présent marché devra être fourni par le prestataire. Ces autorisations administratives de fonctionnement sont nécessaires pour le bon déroulement du marché.

4.3- Profil des agents

➤ Éléments requis :

Chaque site objet du présent marché requiert des profils adaptés au vu des activités inhérentes au site et des missions qui incombent aux agents.

L'agent doit maîtriser parfaitement la langue française, posséder des capacités de compréhension et d'adaptation aux consignes, avoir le sens de l'observation, savoir rédiger un compte rendu et un rapport circonstancié,

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

assimiler les formations qui lui sont dispensées. Il doit aussi être capable de gérer l'informatique affectée à son poste d'entrer les données. D'avoir le sens de l'analyse et de réagir de façon rapide et précise si un évènement survient. Il doit faire preuve d'une capacité d'initiative dans le cadre de ses missions, ainsi que d'une grande disponibilité pour le service.

Intègre, il doit être respectueux des horaires (prises et fins de service, par exemple, etc.), avoir une bonne présentation ainsi qu'une bonne moralité et une faculté de communication et d'expression orale correcte.

Les Agents de Sécurité et les Agents Conducteurs de Chiens de Défense devront répondre aux conditions d'aptitude physique édictées à l'Annexe VII de l'Arrêté du 22 décembre 2008. Cette aptitude sera vérifiée à l'occasion des visites médicales périodiques. Le prestataire s'engage à fournir les documents justificatifs nécessaires en temps utiles.

Les agents du prestataire respecteront les fiches de postes établies par le pouvoir adjudicateur, notamment lors du remplacement d'un agent de l'établissement.

Enfin, et sauf acceptation préalable du pouvoir adjudicateur, chaque agent doit :

- Être titulaire d'une carte professionnelle délivrée par le CNAPS
- Etre titulaire du permis de conduire B (pour les agents de sécurité mobiles),
- Pratiquer correctement la langue française parlée et écrite,
- Renseigner, rendre compte et exécuter, réagir rapidement en fonction des interventions
- Etre exempté de condamnation inscrite au casier judiciaire des agents
- Détenteur du PASS Sanitaire des agents (si imposé par la réglementation)

Dans certaines circonstances il pourra être demandé aux agents d'effectuer des stations debout à un endroit fixe.

Le titulaire du marché est tenu de transmettre dès la notification du marché une fiche individuelle pour chaque agent venant à travailler sur un site. Pour cela, il devra remplir une fiche individuelle (Voir Annexe 1).

➤ **Obligations des agents :**

➤ **Obligation de réserve et de confidentialité des agents :**

A l'occasion de leurs missions, les agents sont amenés à avoir connaissance et à détenir des documents et des informations signalés comme étant de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités concernant le pouvoir adjudicateur. Par conséquent, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation et pour une période de dix ans (10) après le terme du marché public. Un rappel des règles d'obligation de réserve leur sera fait régulièrement par leur hiérarchie.

➤ **Secret professionnel :**

Les agents du prestataire sont aussi tenus à la plus entière discrétion pour tout ce qui touche au pouvoir adjudicateur vis à vis des tiers au contrat conclu par leur employeur. Comme l'indique le Code de la Déontologie des personnes physiques ou morales exerçant des activités privées de sécurité (Article 9), les acteurs de la sécurité privés *« s'interdisent de faire tout usage de documents ou d'informations à caractère interne dont ils ont eu connaissance, dans l'exercice de leurs fonctions, chez un ancien employeur ou maître de stage, sauf accord préalable exprès de ce dernier »*.

➤ **Comportement :**

Les agents du prestataire devront avoir, à l'intérieur comme aux abords immédiats du site un comportement et une attitude en parfaite adéquation avec l'image des établissements concernés. Les prestations prévues au présent marché requièrent sang-froid, tact et diplomatie. Le personnel devra également connaître les règles de politesse, de la bienséance et de la civilité, respecter et appliquer en société les usages et avoir une bonne éducation.

Sur l'ensemble du site, la consommation de boissons alcoolisées et/ou de substances illicites, ainsi que l'organisation de « pots » sont proscriés pendant et après les vacations (Article 6 du Code de la Déontologie des personnes physiques ou morales exerçant des activités privées de sécurité).

Il appartient donc au prestataire de faire respecter rigoureusement ces obligations et de sanctionner, le cas échéant après remarque faite par le représentant du pouvoir adjudicateur, le ou les agents irrespectueux.

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre fin à la présence d'un agent, à tout moment, sans délai ni préavis, en cas d'inobservation de ces règles, sur décision dûment motivée.

➤ Condition physique :

Les Agents de Sécurité et les Agents Conducteurs de Chiens de Défense devront répondre aux conditions d'aptitude physique édictées à l'Annexe VII de l'Arrêté du 2 mai 2005 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifié par l'arrêté du 22 décembre 2008. Cette aptitude sera vérifiée à l'occasion des visites médicales périodiques. Le prestataire s'engage à fournir les documents justificatifs nécessaires en temps utiles.

4.4- Formation des agents

Le prestataire devra fournir un personnel qualifié ayant de sérieuses références. Une parfaite connaissance de la conduite à tenir en cas d'événements graves ou pouvant le devenir, ainsi que des consignes de sécurité en vigueur sur le site, seront exigées. L'ensemble des individus affectés au service de sécurité aura le souci constant de rapidité et d'efficacité opérationnelle ainsi que la courtoisie et la présentation.

De ce fait, le prestataire donnera puis maintiendra à niveau les connaissances professionnelles de ses agents afin qu'ils puissent défendre au mieux le site concerné.

Cette formation comportant 3 volets, initiale, interne et continue avec contrôle régulier des connaissances, est à la charge du prestataire. Cependant, les questionnaires de validation desdites connaissances tant théoriques que pratiques doivent être élaborés par le prestataire.

➤ Qualification initiale requise impérativement :

Avant leur affectation sur le site, tous les agents retenus pour y accomplir leurs missions devront être titulaires impérativement d'un certain nombre de compétences résultant de l'obtention de formations diplômantes et / ou qualifiantes mentionnées ci-après :

- Pour la sécurité incendie : Tous les Agents affectés à la prestation devront, sans exception, avoir reçu la qualification et selon les équivalences SSIAP1 et/ou SSIAP 2 en fonction du poste ; selon l'arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur.
- Pour la prévention des actes de violence et de malveillance : Tous les Agents affectés à la prestation devront, sans exception, être titulaires de la Certification professionnelle prévue par le décret n° 2005-1122 du 6 septembre 2005 (TFP-APS depuis le 1^{er} mars 2021, CQP APS anciennement).
- Détenir et fournir (une copie) de la carte professionnelle (de l'agent et du chien le cas échéant), à l'autorisation préalable et à l'autorisation provisoire des salariés participant aux activités de sécurité privée.

De plus, tout nouvel embauché devra avoir reçu l'ensemble des formations prévues.

Le plan de formation sera concrétisé par l'élaboration de questionnaires (aspect théorique, cadre légal, connaissance des lieux, postes, matériel, emplacement, ...) et la mise en situation réelle (interventions d'urgence pour la protection des personnels, manœuvres telles que début d'incendie, application de consignes spécifiques).

➤ Formation initiale :

Avant leur affectation sur le site, tous les agents recevront une formation initiale « interne » réalisée par le prestataire, dont le contenu est défini ci-après :

Thèmes récurrents :

- Aptitude à l'observation et à l'anticipation,
- Consignes de sécurité générales et particulières,
- Adaptation aux principes de fonctionnement des matériels de sécurité,

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

- Emplacement des moyens de secours,
- Procédures de réarmement,
- Trajet des rondes,
- Connaissance des lieux (configuration des bâtiments et locaux sensibles),
- Procédures spécifiques...

A ce propos, l'opérateur économique :

- Devra élaborer une fiche détaillée et précise correspondante (missions, obligations, interdictions, etc.) ;
- Devra la déposer et la laisser à demeure au P.C.S. ;
- Devra impérativement en donner un exemplaire à chaque agent, afin qu'il maîtrise parfaitement bien les missions imparties au poste qu'il occupe.
- Devra également donner à tous les agents, au cours de leur première année sur site, une formation spécifique à la réduction des risques face aux agressions, comprenant les modules suivants : législation, études des comportements/gestion de conflit, conduite à tenir en situation de crise...

➤ **Modalités et durée :**

Avant leur prise de fonction, les agents composant les pools désignés pour la première fois devront impérativement avoir suivi une formation pratique de 3 vacations, obligatoirement en double avec un agent de même catégorie déjà en poste. Cette formation s'étend sur l'ensemble des sites.

Le nombre d'agents en double pour la formation ne pourra excéder une personne par vacation et par agents déjà en poste.

Le non-respect de cette disposition entraînera l'application de pénalités et le refus de l'agent sur le site.

➤ **Formation continue - Contrôle effectif et régulier des connaissances des agents :**

Les agents affectés sur un site continueront de recevoir une formation continue :

- Une formation continue externe dispensée au sein d'un organisme agréé au titre de la formation professionnelle due par le prestataire à son personnel ;
- Une formation continue interne dispensée régulièrement par une personne référente du prestataire, nommée : « Coordonnateur des sites » avec visa de contrôle du pouvoir adjudicateur. Son contenu pédagogique (pratique -exercices- et théorique) sera défini par la société prestataire après visa du pouvoir adjudicateur.

Cette formation continue est destinée :

- A maintenir et perfectionner les connaissances précédemment acquises par les agents afin de consolider la prestation à un haut niveau de qualité ;
- A recadrer les missions imparties pour éviter les dérives.

Cette formation continue des agents constitue une obligation à laquelle le prestataire ne peut déroger. A ce propos, un plan de formation annuel sera défini par le prestataire et présenté au pouvoir adjudicateur.

La formation continue comprend, l'obtention de diplômes professionnels nécessaires à la réalisation par les agents de la prestation demandée, le recyclage (dans les délais légaux) de ceux déjà obtenus précédemment. Le prestataire devra fournir les diplômes et recyclages au pouvoir adjudicateur.

➤ **Contrôle de la formation :**

Ce contrôle consiste en une évaluation des connaissances (tant théoriques que pratiques) pour tous les agents affectés à la prestation. L'opérateur économique donnera les résultats au pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur souhaite avoir le planning (date, heure, lieu, etc.) des contrôles des formations devant être réalisés par le coordonnateur des sites. Et s'arroge le droit de venir assister à quelconque ou à la totalité de ces contrôles.

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

Lors des réunions entre le prestataire et les représentants du pouvoir adjudicateur, il sera question de :

- De constater l'effectivité du contrôle des connaissances,
- De réajuster si nécessaire la procédure de contrôle et son contenu ;
- De réajuster, à la hausse comme à la baisse, les formations planifiées selon les nécessités du service.

Le prestataire devra fournir, et tenir à disposition permanente, un document dans lequel figurera la planification, le contenu des formations concernant chaque agent, la réalisation et le suivi personnel effectif des formations dans leur globalité concernant chaque agent.

De plus, il devra maintenir à jour un dossier, remis au responsable Sécurité, contenant les qualifications et recyclages (SSIAP 1), les numéros de carte professionnelle (individuel et la déclaration du chien) ainsi que l'attestation de reconnaissance de l'obligation de réserve envers le CH Lavour de l'ensemble des agents travaillant sur le site.

4.5- Moyens et matériels

➤ Moyens de communication et de contrôle.

L'opérateur économique équipera ses agents de moyens de communication et de vérification :

- Les agents devront être équipés de GSM-PTI relié au télésurveilleur
- Pour certaines vacations (événementiel ou autre), les agents devront être dotés de radio
- Les outils nécessaires afin de garantir les chemins de rondes avec preuve des passages et des heures et des pointeaux après aval du pouvoir adjudicateur, pour certaines rondes qui seront définies lors de la mise en place. Ces contrôleurs de rondes doivent être en nombre suffisant, soit au minimum 1 par agent en poste et prévoir un de plus en cas de panne. Ce matériel doit aussi permettre l'identification des agents qui ont effectué ces rondes. Le matériel choisi devra être le plus adapté aux finalités poursuivies et être évolutif en fonction des reconfigurations des locaux. Il devra permettre une lecture facile dès la fin de ronde. Le nombre de pointeaux dépendra de la définition des différentes rondes. Un protocole de ronde sera établi avec l'opérateur économique dans le cadre de la mise au point du présent marché. En aucun cas une demande de ronde et de pointeaux supplémentaires ne sera facturée. Ce dispositif devra être opérationnel dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du marché. Mensuellement, il devra être fourni le listing de l'ensemble des rondes effectuées (jour, heure de passage aux pointeaux) sur un support informatique lisible (Word, Excel...). L'exploitation et le contrôle sont à la charge du prestataire qui devra après chaque vacation transmettre un rapport justifiant d'éventuels écarts et en lien avec la main courante électronique. Ce dispositif s'applique aussi bien sur la partie forfaitaire que sur la partie à bon de commande.
- Un logiciel servant de main courante informatique, spécifique et réglementaire sera mise en place. Les représentants du pouvoir adjudicateur auront accès à cette main courante quotidiennement. Ce dispositif s'applique aussi bien sur la partie forfaitaire que sur la partie à bon de commande.

➤ Registre du poste de contrôle

Le prestataire mettra à disposition des représentants du pouvoir adjudicateur une liste d'émargement qui devra systématiquement être signée à l'arrivée et au départ des agents de sécurité lors de chaque vacation. Cette liste d'émargement à la fin du mois servira de base au règlement de la facturation.

Le prestataire mettra à disposition du pouvoir adjudicateur les débuts et fins de postes intégrés à la main courante informatique en fonction de son format.

Le registre des événements journaliers (main courante informatique), destiné à recevoir l'inscription chronologique de l'ensemble des interventions réalisées par l'équipe de sécurité au cours de leur faction, devra notamment recueillir :

- les noms des agents ainsi que les horaires à chaque prise de service,
- toutes les interventions réalisées à la suite de l'exploitation des informations du SSI,

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

- l'ensemble des pannes et dysfonctionnements observés sur les matériels dont il a la charge,
- en général, tout événement inhabituel dont l'information parvient sous quelque forme que ce soit jusqu'au poste de surveillance centralisée,
- toutes les interventions sur la sécurité incendie et la sûreté-malveillance.

Chaque annotation devra clairement faire apparaître :

- la nature des événements et interventions,
- la détermination des lieux (bâtiment, étage, local),
- les horaires précis des événements,
- les noms des personnes contactées ou qui appellent.

L'attention du titulaire est attirée sur l'importance attachée à la tenue correcte de ce registre dont le contenu constitue une preuve matérielle des travaux réalisés par chaque agent et dont les éléments permettront, entre autre, à l'établissement, de contrôler l'efficacité du prestataire de service.

➤ **Véhicule marqué au nom de l'entreprise**

Le prestataire met à la disposition de ses agents, qui effectueront les rondes sur les différents sites du CH Lavour, un véhicule marqué au nom de la société sur lequel l'agrément CNAPS de la société conformément à la réglementation.

➤ **Classeur de consigne**

Le prestataire met à la disposition de ses agents un classeur de consignes spécifiques au site et aux missions à accomplir. L'ensemble des consignes seront travaillées conjointement avec le pouvoir adjudicateur mais la rédaction reste à la charge du coordonnateur des sites du prestataire. Ce classeur sera mis en place sous 1 mois après notification du marché. Ces consignes seront tenues à jour périodiquement.

La connaissance des consignes par les agents est contrôlée mensuellement avec feuille d'émargement en première page du classeur.

Le non-respect de l'application stricte des consignes, le manque de feuille d'émargement, l'absence de classeur, feront l'objet de pénalités.

➤ **Tenues**

L'opérateur économique devra fournir à ses agents une tenue de travail en bon état, adaptée à la fonction et aux conditions climatiques (hiver/été) de plus elles doivent être identiques pour l'ensemble de son personnel en fonction de leurs activités.

Les tenues portées, au niveau du buste, par l'ensemble des personnels, doivent permettre une différenciation avec les personnels des services de secours publics. Par conséquent, le bleu marine est interdit.

Ces tenues seront définies et choisies conjointement entre le prestataire et le pouvoir adjudicateur. Elles devront respecter la législation en vigueur le jour de la signature du marché ainsi que son évolution postérieure. Les tenues devront être fournies en nombre suffisant aux agents afin qu'ils aient toujours sur site une tenue irréprochable de propreté et de netteté.

L'opérateur économique doit mettre à la disposition de son personnel l'équipement individuel nécessaire à leur mission.

A la charge du prestataire, chaque agent devra disposer du matériel suivant :

- Une lampe-torche normalisée,
- Une paire de gants.
- Des moyens de protection individuelle (GPB, protection génitale, protection mammaire, masque...)

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

4.6- Permanence et continuité du service

Le prestataire s'engage à mettre en place, dès la notification du présent marché, une organisation avec les représentants du pouvoir adjudicateur afin de s'assurer du bon déroulement des relèves (prestataire ou agents du pouvoir adjudicateur).

A cet effet, le prestataire doit mettre en place une organisation qui assure au pouvoir adjudicateur que toute prise de poste sera bien effective à heure dite sans aucun retard.

Tout retard de prise de poste fera l'objet de pénalités, conformément au CCAP.

Toute prise de poste doit s'effectuer avant le début effectif de vacation pour permettre une relève dans les meilleures conditions des consignes et de l'ensemble des événements ou dysfonctionnements survenus depuis la vacation précédente.

Durant toute la durée de la vacation le personnel du prestataire devra être opérationnel à tout moment, cette disposition n'exclut pas la prise de pauses repas notamment, selon les principes en vigueur toutefois l'agent restera disponible en cas de besoin ou d'urgence sur simple appel radio, téléphonique ou bip...

En cas de défaillance de tout ou partie de son personnel, pour quelque cause que ce soit, le prestataire est tenu de fournir un personnel de remplacement.

Lorsque le prestataire fournit également des matériels, leur bon fonctionnement lui incombe. Il doit les remplacer ou les faire réparer à ses frais dans les 48 heures de la défaillance.

Pendant la durée de la défaillance, le prestataire doit fournir un matériel de substitution permettant aux agents de sécurité de rester en liaison permanente avec le poste de sécurité.

En cas d'arrêt de travail pour faits de grève des salariés, le prestataire reste tenu d'exécuter intégralement les prestations prévues, les moyens d'organisation du service devant être, dans ce cas, soumis préalablement à l'agrément écrit d'un représentant du pouvoir adjudicateur.

Le prestataire devra systématiquement privilégier l'affectation d'agents habituellement affectés au site et formés à ces prestations.

Des aménagements de l'emploi du temps initial par rapport au nom des agents mis à disposition par le prestataire pourront intervenir à son initiative. Dans ce cas, ils seront communiqués au représentant du pouvoir adjudicateur au moins 48 heures à l'avance sauf cas de force majeure (maladie, accident).

Dans ce cas la personne représentant le prestataire devra en informer directement le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le prestataire devra toutefois veiller à respecter les critères de continuité définis ci-dessus.

Le prestataire doit être capable de mettre en place un système de type "astreinte", afin de pallier à l'absence éventuelle d'un agent par un agent ayant les mêmes qualifications et formé sur le site du CH Lavarur.

L'agent en poste ne devra pas quitter son poste tant que la relève n'est pas arrivée.

Dans le cadre d'événements majeurs (pandémie...), le titulaire mettra en œuvre les mesures nécessaires pour assurer la continuité de service, et notamment un plan de continuité d'activité.

4.7- Turnover

Le prestataire devra constituer pour les prestations récurrentes des pools d'agents dédiés et formés par site ou par mission (voir DTO).

Pour les prestations inopinées ou le renfort ponctuel, le prestataire devra avoir constitué un pool de remplaçant, formés sur l'ensemble des sites.

Une fois qu'est en place le pool d'agents dédiés à un site, au terme d'une période probatoire de quatre (4) mois, le taux de turnover accepté devra être obligatoirement inférieur à 10% par an.

Le non-respect de cette clause pourra, le cas échéant, entraîner pour le prestataire une pénalité financière.

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

4.8- Encadrement et contrôle

Le prestataire doit désigner un cadre de son entreprise ainsi qu'un remplaçant afin de superviser les agents affectés au présent marché et suivre l'ensemble du marché (planning, facturation, consignes, formation...).

Cette personne assurera les missions principales qui lui seront confiées sont :

- Organiser et contrôler l'activité des agents ainsi que l'exécution des plannings,
- Communiquer avec les responsables des services techniques du CH Lavour, faire remonter toutes difficultés.
- Réaliser l'ensemble des fiches missions et consignes à destination du personnel
- Apporter toute information ou suggestion destinée à améliorer ce service,
- Se rendre aux convocations du représentant du pouvoir adjudicateur.

Tout manquement aux missions sus visées par cet encadrant pourra donner lieu à des pénalités. Le prestataire prévoit dans son organisation la continuité de service pour cette fonction.

Si un encadrant contrevient aux règles fixées, le représentant de l'hôpital peut exiger son retrait et son remplacement immédiat.

Des réunions périodiques seront mises en place sur le site. Elles ont pour vocation de dresser un bilan sur l'état du fonctionnement de la prestation et de régler les dysfonctionnements apparents.

4.9- Respect du matériel et des moyens mis à la disposition du prestataire pour l'exécution de sa mission

En ce qui concerne la mise à disposition de matériels et moyens concourant à la sécurité des locaux, il appartiendra au prestataire, comme aux agents affectés sur le site, dès investigation des lieux d'en faire une utilisation conforme aux prescriptions du cahier des charges, ainsi qu'aux notices techniques fournies par le pouvoir adjudicateur.

Il s'agit de tous les équipements destinés à la sécurité, implantés dans les différents bâtiments du site (liste non exhaustive) :

- S.S.I. ;
- Interphonie ;
- Téléphone d'appel des sapeurs-pompiers (ligne directe) ;
- Commandes manuelles diverses ;
- Etc.

L'usage de la télévision, des ordinateurs portables personnels, des jeux en ligne, de l'accès à internet sont strictement interdits.

Des pénalités seront appliquées en cas de non-respect de ses règles.

5. Description des prestations attendues

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAU
--	--	--

5.1- Télésurveillance intrusion des bâtiments des sites du CH Lavour – alarmes intrusions

La sécurisation des bâtiments : SSIAD – Pharmacie – Magasin – Médecine du Travail – Salle endoscopie – Local RG – service informatique – Service Technique et Ateliers – CMP Les Lices – Centre Post Cure de Fiac et Ferme du Ramel, (cf article 3.1 du présent CCTP) devra être assurée par le prestataire via un système de télésurveillance 24h/24 et 365 jours par an.

Pour ce faire, le prestataire reprendra les informations des centrales intrusions/agressions et les enverra vers son PC de télésurveillance via des lignes téléphoniques dédiées existantes au CH de Lavour.

Le prestataire devra intervenir sur site en cas de déclenchement d'alarme, sur le site équipé de systèmes d'alarme relié au prestataire, afin de :

- lever tout doute d'une tentative d'effraction, intrusion
- ainsi que pour répondre à toute demande de secours et de sécurité du CH Lavour lors de sa présence sur les lieux.

Il est à noter, pour certains sites, qu'un contre-appel devra être réalisé par le prestataire avant toute intervention pour certains sites ciblés, selon les procédures qui lui seront transmises au démarrage du marché. Le prestataire adaptera ses actions/interventions selon les consignes de la procédure.

En cas d'intervention, l'agent de sécurité devra :

- Se présenter sur les lieux dans un délai n'excédant pas 30 minutes.
- Transmettre les informations au Standard du CH Lavour (05 63 58 81 81) et, restera sur site jusqu'à l'arrivée des secours ou, sur ordre du Cadre Administratif de garde ou, tant que l'agent est dans l'impossibilité de remettre en protection les lieux dans les mêmes conditions qu'avant l'effraction.
- Prévenir les forces de l'ordre en cas de détection d'évènement suspect ou délictueux
- Réaliser un compte rendu au CH Lavour en suivant son intervention avec description de l'évènement, l'heure exacte de début et de fin de son intervention, via une main courante informatisée, consultable par Internet (accès fullweb), avec accès client dédié et multi-attributaires.
- Remettre en service le système d'alarme.

Toute sujétion liée au renvoi des alarmes vers le PC de télésurveillance du prestataire est à la charge du prestataire. Dans le cadre d'éventuelle évolution des systèmes des alarmes vers le télésurveilleur sera à la charge du prestataire.

Cette prestation est applicable au premier jour de mise en place du marché.

Les procédures seront remises au prestataire au démarrage du marché.

Il est à noter que le matériel est propriété du CH Lavour.

5.2- Interventions ponctuelles

Le pouvoir adjudicateur est amené à faire appel au prestataire afin d'assurer des missions de protection ponctuelle d'un service/personnel, rondes de fermetures pour l'ensemble des sites de l'établissement y compris ceux non équipés d'alarmes anti-intrusion (voir détail en annexe du présent CCTP)

Type de personnel requis

Différents types de personnel peut être demandé, tel que : APS / SSIAP 1 / APS & SSIAP1 / cynophile conformément à l'Arrêté du 02 mai 2005 modifié

Forme de la demande

Le prestataire devra être capable de répondre à deux types de demandes :

- ✓ Demandes programmées de gardiennage et / ou filtrage : elles seront planifiées avec le prestataire et pourront faire l'objet d'ajustement 48h avant la vacation effective.

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

- ✓ Demandes urgentes de gardiennage : délai de réactivité de 1h maximum entre la demande et la mise en place de la prestation.
- ✓ Demandes urgentes de filtrage : délai de réactivité de 2h maximum entre la demande et la mise en place de la prestation.

Lieu et durée de la demande

Les prestations peuvent avoir lieu sur n'importe quel site, pour une durée plus ou moins étendue dans le temps (jour, semaine, mois...).

Le nombre de sites pouvant évoluer à la hausse comme à la baisse durant toute la durée du marché.

Le ou les agents auront spécifiquement pour mission :

- L'accueil et le contrôle d'accès (sécurisation et filtrage entrées)
- La sûreté de la manifestation et la vigilance par rapport aux biens et au patrimoine (non dégradation, plan Vigipirate...)
- Prévention à la sécurité : surveillance de lieux (ronde et intervention sur alarme) et protection du personnel.

Les équipements de protection individuelle tels que définis au paragraphe « tenues » seront fournis par le prestataire.

L'agent de surveillance devra pouvoir être joint à tout moment par les agents du Standard du Centre Hospitalier. Un DECT interne pourra, en fonction de la mission confiée, être mis à sa disposition par le Centre Hospitalier.

➤ Prestation de gardiennage

Qu'il s'agisse d'une protection pour un événement unique ou d'une présence permanente, la prestation de gardiennage consiste à fournir les services de sécurité nécessaires pour assurer la sûreté de locaux et/ou sites de l'établissement. Ainsi le personnel et les patients du CH Lavour pourront évoluer dans un environnement sûr et sécurisé et les biens de l'établissement seront protégés

La sécurisation des lieux sera assurée a priori par un gardiennage fixe. Il s'agit du maintien en permanence d'un agent de sécurité sur un site identifié par le CH Lavour. Ainsi une présence constante est garantie pour protéger l'endroit et ses résidents. Face à une situation urgente, l'agent attiré peut réagir promptement et sert de moyen dissuasif contre toute personne aux intentions malveillantes.

Ce gardiennage fixe pourra le cas échéant être associé à des rondes régulières. Ainsi, au-delà du positionnement continu d'un agent dans un lieu défini, il pourra être demandé au titulaire d'y ajouter des rondes systématiques. Celles-ci sont réalisées par des agents chargés d'inspecter différents points ciblés au sein du site à intervalles précis et définis avec le CH Lavour. Cette démarche permet une surveillance plus étendue et aide à détecter toute anomalie ou circonstance suspecte susceptible de surgir dans n'importe quelle zone.

La prestation de gardiennage consiste principalement au contrôle d'accès du site concerné. Cette obligation inclut la surveillance et la régulation de l'entrée et du départ des individus ou véhicules dans une zone spécifique.

Les principales tâches qui seront confié au titulaire sont les suivantes

- Surveiller des locaux pour détecter toute activité suspecte
- Répondre aux alarmes et faire une levée de doute
- Contrôler le système de sécurité
- Effectuer des patrouilles de surveillance (rondier intervenant) à la demande du CH Lavour
- Surveiller les lieux à l'aide, le cas échéant, de la vidéosurveillance
- Réaliser le filtrage et le contrôle des accès

En fonction de la prestation de surveillance, l'entreprise de gardiennage peut déployer divers profils, tel que :

- L'agent de sécurité et de prévention en charge de la protection des biens et des personnes
- L'agent cynophile (maître-chien) pour son effet dissuasif sur les fauteurs de troubles
- L'agent de sécurité événementiel pour garantir la sécurité des participants

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

- Dans certains cas particulier, l'agent de sécurité incendie (SSIAP) en charge notamment du système de sécurité incendie

Ces missions de gardiennages pourront être à effectuer dans des sites occupés, dans des services de soins en activité, dans des locaux ou site inoccupés, sur des chantiers en cours

Les conditions de réalisation de cette prestation de gardiennage seront définies à chaque besoin par le CH Lavour et à réaliser sur n'importe quel site de l'établissement et 365j/an et 24h/24.

Le prestataire proposera dans l'annexe financière un coût horaire pour la réalisation de cette prestation.

➤ **Prestation de filtrage**

La prestation ponctuelle de filtrage des entrées a pour but de protéger et sécuriser l'entrée aux sites identifiés par le CH Lavour. Il s'agit d'une vérification visuelle ou éventuellement avec l'aide de moyens techniques dans le contrôle du respect des libertés (ouverture des sacs et/ou manteaux, présentation pass sanitaire éventuellement...).

En aucun cas, ces agents peuvent effectuer de palpation de sécurité qui sont destinés à une autre typologie d'agents.

Les principales tâches qui seront confié au titulaire sont les suivantes

- Assure le contrôle d'accès au site : l'agent devra faire en sorte de ne laisser entrer que les personnes dûment autorisées sur le site. Il gère les flux entrants et sortants et signale les anomalies.
- Vérifier visuelle des bagages et objets appartenant aux personnes souhaitant accéder au site : L'agent utilise l'ensemble des moyens mis à sa disposition pour vérifier l'absence de dangerosité des personnes se rendant sur site (magnétomètre ou autre)
- Détecter des objets dangereux ou interdits
- Effectuer une notification quotidienne de l'ensemble de ses actions : L'agent doit indiquer dans un document dit « main courante » l'ensemble de son travail afin de garantir une information complète à ses supérieurs.
- Communiquer les mesures de sécurité en cas d'incident : L'agent doit être capable de transmettre aux personnes idoines l'ensemble des éléments pertinents ayant concouru à un incident sur site et pouvoir déclencher les secours extérieurs.
- Accomplir les gestes de premier secours aux visiteurs situés dans sa zone d'intervention : Titulaire du SST, l'agent effectue les gestes de premier secours et communique toutes les informations utiles aux secours extérieurs.

Un agent de sécurité filtrage doit être attentif, réactif et savoir communiquer efficacement pour assurer la sécurité de tous les individus présents sur le site. Lors d'une alarme émise par un appareil de contrôle, il peut procéder à une levée de doute en suivant les procédures établies et dans le respect de la réglementation et des libertés publiques. Si la menace dépasse ses prérogatives, l'agent de sécurité filtrage doit demander l'intervention des services compétents.

L'agent missionné par le titulaire devra posséder les qualités suivantes :

- Rigueur dans l'application des missions quotidiennes
- Sang-froid et assurance à conserver en toutes circonstances face à l'afflux de visiteurs extérieurs
- Connaissance des éléments déclencheurs de conflits et moyens de les apaiser
- Capacité à adapter son discours à la diversité des publics présents sur site et aisance relationnelle
- Maîtrise des outils de détection et des comportements à adopter face aux manifestations hostiles

Les conditions de réalisation de cette prestation de filtrage seront définies par le CH Lavour et à réaliser sur n'importe quel site de l'établissement et 365j/an et 24h/24.

Le prestataire proposera dans l'annexe financière un coût horaire pour la réalisation de cette prestation.

➤ **Prestation de rondes de surveillance**

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

La prestation consiste à assurer la surveillance préventive et la protection des biens et des personnes sur le site, dans le strict cadre de la mission confiée, en utilisant les moyens mis à disposition dans le strict respect de la loi.

Le titulaire devra en fonction des besoins du CH Lavour réaliser tout ou partie des tâches suivantes :

- La surveillance des allées et venues,
- La gestion des incivilités,
- L'interpellation sur suspicion de vol,
- L'appel aux forces de l'ordre en cas de détection ou de suspicion de comportements violents
- Les actions préventives liées au plan Vigipirate
- Les rondes de surveillance, l'intervention sur alarme,
- Le compte-rendu de tout incident ou dysfonctionnement auprès du Client,
- Les premiers secours aux blessés, le suivi des permis feu,
- L'appel aux services de secours, le cas échéant.

Autre :

- Mission de prévention de tout incident entourant la manifestation avec rapport aux forces de l'ordre.
- Intervention physique des agents seulement en cas de mise en danger de la vie d'autrui.
- Nota : aucune demande sans fondement ne pourra être exigée auprès de nos agents par vos services concernant la maîtrise ou la mise à l'écart d'un individu sous influence de l'alcool ou de stupéfiants sauf si la mise en danger d'une personne est avérée.

Seuls les agents sont décideurs des moyens et actions à mettre en œuvre concernant la sécurisation.

Le prestataire proposera dans l'annexe financière un coût unitaire pour cette prestation.

La fréquence et les modalités d'organisation de ces rondes seront déterminées par le CH Lavour.

A noter que cette prestation pourra être à réaliser 365j/an et 24h/24

Groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Procédure adaptée restreinte ayant pour objet des prestations de gardiennage et de télésurveillance CH LAVAUUR
--	--	--

6. ANNEXE : INVENTAIRE ALARMES CH LAVAUUR

	UA	Localisation	Type / Modèle	Marque	N° de série
GUIRAUD	Endoscopie	1 place Vialas 81500 LAVAUUR	Alarme anti intrusion		ATS 2102
	Services Techniques		Alarme anti intrusion		PARADOX
	Informatiques		Alarme anti intrusion		PARADOX
	Maternité salle RB		Alarme anti intrusion		PARADOX
PINEL	Magasin	Route de Toulouse 81500 LAVAUUR	Alarme anti intrusion		ATS 2102
	Pharmacie		Alarme anti intrusion		ATS 2102
	Médecine du Travail		Alarme anti intrusion		SEPTAM
SSIAD	SSIAD	ZAC des cauquillous 81500 LAVAUUR	Alarme anti intrusion		ATS 2102
CLINIQUE DES LICES	Lices Adultes	109 Cemin du Corporal 81100 CASTRES	Alarme anti intrusion		
	Lices Ado		Alarme anti intrusion		
	Lices Enfants		Alarme anti intrusion		
CENTRE POST CURE FIAC	Bâtiment Château	Sainte Anne 81500 FIAC	Alarme anti intrusion		